

"On efface tout..." dans Le Monde (10 décembre 1991)

Légende: Le 10 décembre 1991, le quotidien français Le Monde constate que Mikhaïl Gorbatchev, président de l'Union soviétique, ne peut empêcher les dirigeants biélorusse, russe et ukrainien à déclarer la fin de l'URSS en proclamant la Communauté des trois Républiques slaves à Minsk le 8 décembre 1991.

Source: Le Monde. dir. de publ. Lesourne, Jaques. 10.12.1991, n° 14577; 48e année. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"on_efface_tout_"_dans_le_monde_10_decembre_1991-fr-f9719f94-5b66-4ea5-8489-03a57d8c3f35.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

On efface tout...

«Nous, la République de Biélorussie, la Fédération de Russie et l'Ukraine, en tant qu'États fondateurs de l'URSS, (...) constatons que l'Union des républiques soviétiques cesse d'exister en tant que sujet du droit international et en tant que réalité géopolitique.» Le ton a la solennité qui sied aux grands, aux immenses événements. Et pourtant, ces déclarations, qui mettent un point final à soixante-dix ans d'histoire et effacent des cartes le plus vaste pays du monde, sont le fait de trois hommes, isolés au milieu d'une forêt de Biélorussie et agissant de leur propre chef Boris Eltsine, président de la Russie; Leonid Kravtchouk, le président tout fraîchement élu du nouvel État ukrainien, et Stanislas Chouchkevitch, simple président du Soviet suprême de Biélorussie, dont aucun vote populaire n'a, à ce jour, confirmé l'autorité. Passe encore que les trois hommes fassent le constat d'une réalité qui s'est déjà plus ou moins imposée à tous.

Mais ils prennent aussi sur eux d'improviser une formule de remplacement, de constituer une «communauté» à trois - les trois Républiques slaves de l'ancienne URSS - plaçant du même coup les autres Républiques devant le fait accompli. Cette «communauté» ou «commonwealth», n'est à ce stade qu'une ébauche aux contours extrêmement vagues et elle s'affirme ouverte, mais la manière dont ce nouveau chantier a été lancé ne peut que susciter la méfiance des «autres», c'est-à-dire des non-slaves. Au sein même des Républiques fondatrices et tout particulièrement en Ukraine, ce «fait des princes» risque d'ailleurs aussi de provoquer bien des remous.

Mais la première victime, ou la victime la plus voyante du «coup de Minsk» est à l'évidence M. Gorbatchev. Une fois de plus, tout s'est passé en dehors de lui, et à son corps défendant. Certes, son interview à TF1 (voir par ailleurs) a été enregistrée vendredi soir, c'est-à-dire deux jours avant le «sommet slave». Mais déjà, à ce moment-là, il était bien difficile de ne pas voir ce qui se tramait, et à peu près impossible de ne pas comprendre que le projet d'Union, obstinément défendu par le président soviétique, était mort. Dans une autre interview télévisée, fort longue également, elle aussi diffusée dimanche 8 décembre, mais cette fois destinée aux téléspectateurs d'Ukraine, M. Gorbatchev affirmait que pour lui «la lutte» ne faisait que «commencer» et menaçait d'en appeler directement «au peuple» (ukrainien en l'occurrence). Dans un cas comme dans l'autre, M. Gorbatchev donnait l'impression, de manière presque pénible, de mener un combat d'arrière-garde, ou, pire encore, de combattre des moulins à vent, aveugle à une réalité qu'il récuse.

A bien des égards, ce qui s'est passé dimanche dans la forêt de Bialowieza, c'est-à-dire à l'extrémité occidentale de l'ex-empire, tout près de la frontière polonaise, constitue l'épilogue de la scène extraordinaire qui s'était jouée à Moscou le 23 août dernier, au lendemain de l'échec du putsch. Ce jour-là, sous les yeux d'un Mikhaïl Gorbatchev qui en était resté le souffle coupé, Boris Eltsine avait «suspendu» les activités du Parti communiste, brisant du même coup l'échine de l'État soviétique. Dimanche, le même Boris Eltsine, de concert avec ses collègues d'Ukraine et de Biélorussie, a «constaté» la mort de l'URSS, au terme d'une agonie d'un peu moins de quatre mois. A l'époque, M. Gorbatchev avait, *ipso facto*, perdu le titre de secrétaire général du parti, ou, plus exactement, il avait renoncé à cette fonction au terme d'une hésitation de vingt-quatre heures. Aujourd'hui, la logique voudrait qu'il renonce également à son titre de président d'un pays qui, selon les représentants de ses trois principales Républiques fondatrices, n'existe plus.

Pourtant M. Gorbatchev, sauf à croire qu'il cache remarquablement son jeu, paraît cette fois déterminé à refuser cette logique et donc à continuer à se battre. Pour cela, il lui faudrait tenter sinon de saper, du moins de retourner et de dénaturer l'accord de Minsk. Et ce combat-là n'est pas perdu d'avance, d'abord parce que l'échafaudage improvisé en Biélorussie semble encore très fragile, ensuite parce que, dans cette entreprise «l'homme au centre» pourrait trouver des alliés en la personne de dirigeants des Républiques non-slaves.

M. Eltsine, Kravtchouk et Chouchkevitch se sont en effet lancés dans une aventure qui risque de leur réserver bien des difficultés, à supposer qu'elle aboutisse. L'essentiel de leur démarche consiste à faire le constat de l'échec définitif des tentatives de créer un État confédéral, une Union dotée d'un «centre», et à proposer autre chose. En substance, on efface tout et on recommence. Mais même cette manière de tout effacer pose en réalité problème. «Les négociations portant sur la préparation d'un nouveau traité sur l'Union ont abouti à une impasse», affirment les trois signataires. Cette déclaration est certes conforme aux positions affichées depuis des semaines par le président ukrainien mais, après tout, aussi bien M. Eltsine que

M. Chouchkevitch ont participé aux deux dernières réunions du conseil d'État, consacrées à la préparation de ce traité. L'un et l'autre ont, à l'époque, publiquement déclaré que «*l'Union existerait*», et le texte du projet de traité, même s'il n'a pas été paraphé par les dirigeants des Républiques, a bien été envoyé pour examen et avec leur accord aux différents Parlements concernés. Le moins que l'on puisse dire est que rayer tout cela d'un trait de plume est un procédé cavalier et pas vraiment très «démocratique».

Mais l'aspect «positif», de l'initiative des trois pose encore plus de problème que son volet «négatif». De quel œil un homme, comme le président kazakh Nursultan Nazarbaev, peut-il considérer une initiative prise selon toute apparence totalement en dehors de lui, au moment même où il volait pour Moscou pour participer à ce qui devait être une réunion des quatre Républiques «nucléaires» de l'ex-URSS en présence de M. Gorbatchev? Les déclarations qu'il a faites à sa descente d'avion semblent prouver qu'il était, à ce moment-là, dans le brouillard le plus complet quant aux intentions des «trois Slaves» et que lui restait favorable à une union telle qu'elle était négociée jusqu'à présent.

Il n'est pas non plus difficile d'imaginer la perplexité, pour ne pas dire plus, des dirigeants des petites et moyennes Républiques de l'ex-URSS, en particulier celles d'Asie centrale, qui ont plus encore que les autres besoin de préserver des structures communes. A cet égard, le choix de Minsk, tout à l'ouest de l'ex-empire, comme siège des «*organes de coordination*» de la nouvelle communauté, a presque des allures de provocation, même si, du point de vue des signataires, il s'explique aisément. On a choisi la capitale la plus «faible» des trois Républiques, toute autre décision aurait forcément heurté les susceptibilités. D'autre part, comme théoriquement ce nouveau «commonwealth» est ouvert à des pays qui n'étaient pas membres de l'URSS, comme l'Est européen, la position géographique de sa capitale peut en paraître moins excentrique.

Encore faudrait-il, avant d'en arriver à un résultat aussi ambitieux, commencer par donner une réalité à cet embryon de communauté, et répondre à toutes les questions auxquelles le nouvel accord ne répond pas plus que le projet de «traité de l'Union» désormais défunt. Il s'agit en particulier des réformes économiques, de la monnaie et des forces armées, c'est-à-dire de points absolument essentiels. Les textes signés par les trois présidents prévoient «*la coordination de réformes économiques radicales*», mais on voit mal comment une telle coordination sera possible si la Russie persiste dans son intention de libérer à très court terme la quasi-totalité des prix sur son territoire. Il est aussi question d'établir des relations économiques «*sur la base de l'unité monétaire existante*» c'est-à-dire le rouble, sans exclure pour cela l'introduction de «*monnaies nationales*» et tout en s'entendant pour «*limiter l'émission monétaire*»: c'est plus l'exposé du problème que sa solution, et on voit d'ailleurs mal comment les trois présidents et leurs aides auraient pu trouver soudainement le moyen de surmonter les obstacles sur lesquels bute depuis des mois le «*comité économique interrpublicain*» de M. Silaev. Enfin et surtout, les questions militaires ne sont évoquées que de manière vague: le principe de la préservation d'un «*commandement unifié de l'espace militaro-stratégique et d'un contrôle unique de l'armement nucléaire*» est certes posé, mais on ne sait pas qui assurera désormais ce commandement. D'autre part, «*les parties contractantes vont s'efforcer d'aboutir à une liquidation des armements nucléaires et à un désarmement complet sous contrôle international*» et, dans le même temps, elles «*vont respecter leurs efforts mutuels visant à atteindre le statut de zones dénucléarisées et d'États neutres*».

Cela signifie-t-il que non seulement l'Ukraine et la Biélorussie mais la Russie elle-même envisagent désormais de renoncer à l'arme nucléaire, ce qui est vraiment très difficile à imaginer? Ou s'agit-il plus simplement d'une proclamation de bonnes intentions qui masque un océan de questions non résolues. La réunion prévue ce lundi 9 décembre à Moscou entre les quatre républiques «nucléaires» et en présence de M. Gorbatchev aurait pu contribuer à éclaircir un peu ce mystère, mais le président ukrainien Leonid Kravtchouk a fait savoir *in extremis* qu'il n'y participerait pas. M. Kravtchouk s'était déjà dangereusement exposé en prenant l'initiative d'engager son pays dans une voie qui risque d'apparaître chargée de risques à nombre de ses électeurs, et sans doute a-t-il jugé prudent de les rassurer en marquant une fois de plus sa différence. Du coup, à en croire l'agence Interfax, c'est M. Boris Eltsine qui, au nom des trois Républiques slaves, doit exposer à M. Gorbatchev et au président kazakh la nouvelle réalité créée par l'accord de Minsk. On peut imaginer l'ambiance, mais pas la suite.

